



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Limousin

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2017 - 31/12/2017
Version	2017.1
Statut - Nœud actuel	Accepté par la CE - European Commission
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	28/06/2018

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP074
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Limousin
Période de programmation	2014 - 2020
Version	4.0
Numéro de la décision	C(2017)2738
Date de la décision	19/04/2017
Autorité de gestion	Région Nouvelle-Aquitaine
Organisme de coordination	Mission de coordination des organismes payeurs (MCFA)

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	4
1.a) Données financières	4
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	4
1.b1) Tableau récapitulatif	4
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire	11
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	33
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	34
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes	34
1.g) Currency rate used for conversion AIR (non EUR countries).....	37
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	38
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	38
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	38
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	39
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.	41
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	42
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).	42
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	43
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES	44
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	44
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	45
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME	47
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	47
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	47
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	48
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]	48

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	52
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	53
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	54
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	55
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	57
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]	58
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES.....	59
Annexe II	60
Documents	69

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2017					1,40
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2017					133,00
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2017					0,00
	2014-2016					
	2014-2015					
Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121) (Nombre d'opérations)	2014-2017					105,00
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2017	9,08	111,05	4,87	59,56	8,18
		2014-2016	0,73	8,93	0,73	8,93	
		2014-2015	3,35	40,97	0,48	5,87	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	118 590,57	2,96	0,00	0,00	4 000 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	56 128 343,41	87,68	21 879 457,30	34,18	64 012 794,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	796 800,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	56 246 933,98	81,74	21 879 457,30	31,80	68 809 594,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2017	15,66	192,66	3,28	40,35	8,13
		2014-2016	1,89	23,25	1,89	23,25	
		2014-2015	8,50	104,57	0,92	11,32	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M02	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	3 067 200,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	18 934 531,61	43,72	9 328 986,41	21,54	43 312 628,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	18 934 531,61	40,82	9 328 986,41	20,11	46 379 828,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2017	2,47	54,30	1,81	39,79	4,55
		2014-2016	1,80	39,57			
		2014-2015	1,80	39,57	1,80	39,57	
% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)		2014-2017					9,00
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	198 051,95	3,23	192 904,68	3,15	6 131 913,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	116 121,11	1,09	0,00	0,00	10 678 427,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	796 343,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	314 173,06	1,78	192 904,68	1,10	17 606 683,00

Priorité P4							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2017			0,62	21,45	2,89
		2014-2016					
		2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2017			7,27	131,45	5,53
		2014-2016			0,61	11,03	
		2014-2015			0,61	11,03	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2017			6,89	131,14	5,25
		2014-2016			0,37	7,04	
		2014-2015			26,54	505,17	
Nombre de contrats Natura 2000 forestiers (Nombre de contrats)		2014-2017					30,00
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	186 519,44	15,49	7 947,74	0,66	1 204 450,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	1 899 901,95	12,82	153 960,66	1,04	14 815 691,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	21 269 667,69	56,59	19 669 082,54	52,33	37 586 204,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	16 210 531,82	93,30	3 932 041,37	22,63	17 373 904,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	282 488 548,67	59,57	282 488 548,67	59,57	474 217 507,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	322 055 169,57	58,96	306 251 580,98	56,07	546 237 010,00

Domaine prioritaire 5B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)		2014-2017	1 317 540,54	30,37	927 103,46	21,37	4 338 399,00
		2014-2016			887 524,53	20,46	
		2014-2015	37,00	0,00	834 074,59	19,23	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	461 139,19	23,62	185 892,15	9,52	1 952 279,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	461 139,19	23,62	185 892,15	9,52	1 952 279,00

Domaine prioritaire 5C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)		2014-2017					16 400 000,00
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	4 920 000,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160 000,00

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2017			1,86	42,50	4,38
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	4 311,30	3,79	0,00	0,00	113 870,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	954 097,59	19,81	196 310,27	4,08	4 816 724,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	2 093 663,00	37,71	747 500,00	13,46	5 552 306,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	14 111 864,55	68,82	2 821 961,10	13,76	20 506 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	17 163 936,44	55,39	3 765 771,37	12,15	30 988 900,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2017					39,00
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 597 500,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	11 781 010,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	13 378 510,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2017					24,00
		2014-2016					
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2017					87,44
		2014-2016					
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2017			71,96	99,98	71,98
		2014-2016			71,96	99,98	
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	98 999,98	0,40	0,00	0,00	24 713 810,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 000,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	1 372 396,31	3,31	15 701,85	0,04	41 521 250,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	1 471 396,29	2,18	15 701,85	0,02	67 507 060,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Eléments introductifs

L'année 2017 est la quatrième année de la programmation 2014-2020 représentant la moitié de la période. Les difficultés de lancement de cette période liées notamment à l'adoption tardive des programmes ou encore aux problématiques d'instrumentation informatique des dispositifs ont largement retardé les premières réalisations du Programme de Développement Rural (PDR) Limousin.

Le rapport de mise en œuvre (RAMO) portant sur l'année 2016 comprenait une partie consacrée à l'évaluation intermédiaire du programme. Ce RAMO a permis d'esquisser des premiers éléments de perspectives sur l'impact du FEADER en Limousin grâce notamment aux données liées à la programmation des dossiers. Ces impacts devront être confirmés et complétés lors du prochain RAMO renforcé prévu sur l'année 2018.

Pour autant, le présent rapport est le premier permettant de constater un certain nombre d'avancées dans la mise en œuvre effective des dispositifs. En effet, les modifications de programme de fin d'année 2016 dans le cadre de la fusion des Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes ont contribué à la simplification des dispositifs et à l'accélération de leur mise en œuvre.

Ce constat est particulièrement notable sur les dispositifs agricoles, agroalimentaires et forestiers. Les dispositifs LEADER et de développement rural, plus complexes dans leur mise en œuvre et lancés tardivement accusent quant à eux un retard important qui sera à résorber en partie en 2018 et courant 2019.

Enfin, la modification stratégique de fin d'année 2017, préparée durant toute l'année avec le partenariat et les services de la Commission européenne, a elle aussi contribué à la simplification du PDR Limousin. L'Autorité de gestion a fait le choix de fermer plusieurs dispositifs dans le cadre du PDR. Ce choix s'est orienté sur des dispositifs représentant un nombre réduit de dossiers et à plus faibles enjeux financiers. Ils ont, pour autant, continué d'exister à travers d'autres sources de financement de la Région ou d'autres financeurs, car répondant à des besoins réels au niveau du territoire limousin. Cette décision a notamment permis de concentrer les capacités administratives de la Région et des services instructeurs délégués sur un nombre restreint de dispositifs dans le but d'accélérer la mise en œuvre et notamment les paiements aux bénéficiaires finaux.

Précisions sur les données quantitatives présentées dans le rapport de mise en œuvre portant sur l'année 2017 :

L'autorité de gestion souhaite attirer l'attention de la Commission sur plusieurs éléments :

- Conformément à la possibilité réglementaire introduite le 23 février 2018 dans le règlement n°215/2014 (règlement de mise en œuvre 216/2018), l'autorité de gestion a souhaité utiliser la nouvelle approche de comptabilisation des dossiers en intégrant les dossiers ayant reçu un premier paiement dans le RAMO 2017. Ainsi, la comparaison des données de ce RAMO avec les précédents RAMO qui intégraient uniquement les dossiers soldés, doit se faire en tenant compte de cette nouvelle méthode.
- La disponibilité des données liées aux indicateurs RAMO dans les logiciels de gestion OSIRIS et ISIS est toujours incomplète notamment sur les dossiers 2014, 2015 et 2016 qui constituent le panel

majoritaire de ce rapport. Aussi, cela a nécessité un important travail de reconstitution manuelle des données pour un nombre significatif de dossiers. Ce travail a pu générer quelques erreurs sans toutefois entâcher la fiabilité des données constitutives du présent RAMO.

- Les données quantitatives (programmation, engagement, paiement) fournies dans cette section s'arrêtent au 31/12/2017. Elles peuvent parfois être précisées par des données 2018 lorsque ces compléments permettent d'apporter quelques explications sur les retards de mise en œuvre.

1. Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015 2016 et 2017

Malgré les retards de la programmation 2014-2020 liés principalement aux difficultés d'instrumentation des dispositifs, la mise en œuvre des dispositifs du PDR Limousin sur le territoire a progressé de manière significative en 2017 et a permis :

- l'engagement d'une dépense publique totale de 415,17 M€ répartie comme suit par priorités :
 - 18,11 % sur la priorité 2(dont 13,55 % sur le domaine prioritaire 2A et 4,56 % sur le domaine prioritaire 2B)
 - 0,08 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
 - 77,22 % sur la priorité 4,
 - 4,24 % sur la priorité 5 (dont 0,11 % sur le domaine prioritaire 5B et 4,13 % sur le domaine prioritaire 5E)
 - 0,35 % sur la priorité 6 entièrement sur le domaine prioritaire 6B
- le paiement d'une dépense publique totale de 277,22 M€ répartie comme suit au sein des domaines prioritaires et des mesures :
 - 11,25 % sur la priorité 2(dont 7,9 % sur le domaine prioritaire 2A et 3,3 % sur le domaine prioritaire 2B)
 - 0,07 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
 - 87,25 % sur la priorité 4
 - 1,42 sur la priorité 5 (dont 0,7 % sur le domaine prioritaire 5B et 1,35 % sur le domaine prioritaire 5E)
 - 0,01 % sur la priorité 6 entièrement sur le domaine prioritaire 6B

Durant cette période, 32 TO ont été lancés sur le PDR Limousin soit 316 millions de FEADER programmés.

En annexe de ce rapport un tableau détaille les dispositifs d'aide déjà lancés.

1.1 Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales

- **Domaine Prioritaire 1A - Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base**

de connaissances dans les zones rurales

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 1 et 16 activées dans le cadre du domaine prioritaire 1A (TO 1.2.1 ; 16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.11) et la mesure 16 activée dans le cadre du domaine prioritaire 1B (16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.1).

TO 1.2 - Projets de démonstration et actions d'information a été lancé en 2015. Ce TO a connu 2 années de programmation (2015 et 2016).

Les dossiers retenus au titre des appels à projets 2015 et 2016 correspondent à des actions d'information ou de démonstration sur l'ensemble des filières du territoire limousin. 4 dossiers ont été programmés dans le secteur forestier (fléché DP 5E) et 4 dossiers ont été programmés sur des actions d'information relatives au développement de l'agriculture biologique (DP 4B).

Le type d'opération 1.2 a été modifié fin 2016 de façon à harmoniser ce dispositif à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine. En effet, la Région est le seul cofinanceur de ce type d'opération.

Dans ce cadre, un appel à projets a été lancé début 2017 sur les 3 PDR Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes. Cependant, étant donné les retards pris sur les années 2015 et 2016 et la complexité réglementaire de ce dispositif (dépenses de personnel nécessitant un certain nombre de vérifications de pièces, marchés publics), l'autorité de gestion a souhaité fermer cet appel à projets. Une partie des projets déposés ont tout de même été accompagnés sur des crédits Région exclusivement (50 dossiers sur 128 déposés). Les services de la Région ont travaillé durant l'année 2017 à l'élaboration de l'AAP 2018 et à la sécurisation des procédures sur le dispositif 1.2.

Au total fin 2017, sur les 30 dossiers programmés pour le PDR Limousin pour un montant total de FEADER de 1 806 554 € soit 42% de la maquette, 3 dossiers ont été engagés pour 106 731 € et aucun dossier n'a été payé.

TO 16.1.1, TO 16.4.1 et TO 16.7.1 : La mesure 16 n'a pas été mise en œuvre sur la période 2014-2017. Aucune donnée de programmation, d'engagement ou de paiement ne sont donc disponibles sur cette mesure.

Les raisons de la non ouverture de la mesure Coopération sont multiples :

- nécessité de s'approprier la méthode proposée par la Commission pour ce nouveau dispositif de coopération,
- complexité de traitement des dossiers rassemblant des partenaires de différentes Régions administratives limitrophes,
- articulation entre le TO 16.1 et les autres TO de la mesure 16...

La modification du PDR effectuée en décembre 2016 nous a permis de lever ces freins et de travailler sur l'élaboration d'un appel à manifestation d'intérêt dans le cadre du Partenariat Européen pour l'innovation (PEI) (TO 16.1 fléché sur DP 2A) lancé début janvier 2018. Cet appel à manifestation d'intérêts avait notamment pour objectif de faire émerger des projets de coopération entre différentes structures et de mieux connaître les besoins du territoire afin de calibrer efficacement le futur appel à projets. L'appel à projets a été lancé en juin pour une clôture des candidatures à la fin de l'été 2018.

Pour l'instant, le dispositif de coopération en faveur des circuits courts (TO 16.4 fléché sur DP 3A) n'a pas été ouvert en Nouvelle-Aquitaine. L'autorité de gestion a choisi de lancer un appel à projets hors FEADER en avril 2018 pour permettre de financer les projets sur cette thématique dans des délais plus restreints. Un appel à projets dans le cadre du FEADER pourra éventuellement être lancé d'ici la fin de la programmation.

Les dispositifs 16.2.1 et 16.5.1 ont été fermés lors de la modification stratégique de 2017 et fusionnés avec la mesure 16.1 dans une unique mesure PEI pour lesquels les bénéficiaires.

Le dispositif de coopération en faveur des stratégies locales de développement forestier (16.7) est toujours ouvert en Limousin. Des dossiers ont été déposés depuis 2015 et ont été repris pour instruction. Les premiers paiements devraient intervenir fin 2018 début 2019.

- **Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement**

Cf. éléments ci-dessus (1A) pour la mesure 16 non mise en œuvre en 2017.

1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Cette priorité concerne les mesures 4, 6 et 16, (soit 8 TO : 1.2.1 ; 4.1.1 ; 4.1.3 ; 4.1.4 ; 4.1.5 ; 4.2.2 ; 4.3.2 ; 16.1.1) dans le cadre du domaine prioritaire 2A et la mesure 6 (soit 2 TO : 6.1.1 ; 6.1.2) dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

Les TO suivants n'ont pas été lancés sur la période 2014 – 2017 :

- TO 4.1.4 : instrument d'ingénierie financière mis en suspend suite à la fusion des régions et au projet d'instrument au niveau Nouvelle-Aquitaine
- TO 4.2.2 : transformation, un appel à projets sur fonds Région a été lancé en 2017 pour éviter tout retard de paiement pour les bénéficiaires. Sur la période 2015 – 2016, ce dispositif était intégré dans le TO 4.1.1
- TO 16.1.1 cf. explication DP 1A

La modification stratégique de décembre 2017 a permis à l'autorité de gestion de fermer plusieurs dispositifs :

- 2.1.1 Conseils pour les jeunes agriculteurs
- 16.2 et 16.5 Coopération : regroupés au sein du TO 16.1 PEI qui n'ont pas été ouverts durant la période de programmation
- 6.1 B Prêts bonifiés : fermé dans le cadre de la modification du cadre national mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés depuis la période de transition.
- 16.2 et 16.5 Coopération : regroupés au sein du TO 16.1 PEI qui n'ont pas été ouverts durant la

période de programmation

- **Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole**

TO lancés :

TO 1.2.1 - Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

TO 4.1.1 : investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

Sur la période 2015 – 2016, le TO 411 regroupait différents type d'investissement correspondant aux filières élevage, végétales et aux projets de diversification des exploitants tels que la transformation à la ferme.

La fusion des Régions a conduit la Région Nouvelle-Aquitaine a scindé ce dispositif en plusieurs dispositifs. Le TO 4.1.1 est depuis 2017 uniquement fléché sur les mesures élevage.

La mise en œuvre du PCAE a continué en 2017 sur un rythme encore plus soutenu qu'en 2016 selon des règles quasi identiques. Les taux d'aide ont toutefois dûs être revus à la baisse pour accompagner un plus grand nombre de projets au regard des crédits publics disponibles.

249 projets individuels dans des filières diverses (mais la filière bovins viande est très majoritaire car dominante sur le Limousin) ont été accompagnés en 2017 mobilisant près 5,29 M€ de FEADER.

Au total depuis 2014 sur le dispositif 411, 1092 dossiers ont été programmés soit 86% de la maquette. Sur ses 1092 dossiers, 1083 ont été engagés représentant 28 596 614€ de FEADER et 556 ont fait l'objet d'un paiement soit 11 597 597€ de FEADER.

TO 4.1.3 : investissements matériels collectifs

S'agissant de l'accompagnement financier des CUMA, il est resté sensiblement au même niveau (2,4 M€ de FEADER pour 152 projets en 2017) selon un dispositif d'aides inchangé. L'outil informatique permettant de payer les dossiers ayant été mis à disposition des services instructeurs au début de l'automne 2016, des dossiers 2015 et 2016 ont ainsi pu être payés à hauteur de 80%.

En 2017, suite à la fusion des Régions, l'aide aux CUMA a été harmonisée sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine. L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCAE). Un appel à projets a été ouvert du 27 mars au 31 décembre 2017.

- 74 dossiers ont été déposés dont 70 éligibles et 4 non éligibles

- les 3 critères de sélection les plus utilisés ont été les pratiques agro-environnementales, la structuration et l'organisation des CUMA et enfin les Jeunes Agriculteurs ou les Nouveaux Installés.

Au total depuis 2014 sur le dispositif CUMA, 230 dossiers ont été programmés soit 79% de la maquette. Sur

ses 230 dossiers, 219 ont été engagés représentant 3 810 447€ de FEADER et 140 ont fait l'objet d'un paiement soit 2 102 665€ de FEADER.

Les logiciels Osiris sont maintenant opérationnels sur les dispositifs avant et après harmonisation ce qui permet de reprendre un bon rythme de paiement.

TO 4.1.5 Plan végétal environnement

L'opération 4.1.5 Plan végétal environnement est aussi inscrite dans le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCEA) et a été créée lors de la modification de fin 2016 harmonisant les dispositifs des 3 ex territoires régionaux.

4 dossiers ont été programmés pour 0 € de FEADER (opération ouverte financé exclusivement en top up depuis 2017).

L'harmonisation des dispositifs du PCEA a entraîné une modification de l'outil d'instruction et de paiement Osiris, ce qui a induit des retards dans l'instruction et le paiement. Ceci explique la différence entre les dossiers payés et les dossiers engagés. L'outil est maintenant opérationnel et cette différence est en train d'être résorbée.

Un Appel à Projets a été lancé en Septembre 2017 et s'est clos en Mars 2018.

TO 4.3.2 Infrastructures d'irrigation

Ce dispositif a démarré en 2017. Un appel à projets pour ce T.O a été proposé du 24 février au 30 avril 2017. A l'issue de cet appel à projets, 9 projets de création ou d'agrandissement de réserves ont été proposés, tous situés en zone d'équilibre. Il s'agit principalement de projets individuels permettant dans la grande majorité des cas d'irriguer des vergers de pommiers ou de permettre l'irrigation de cultures fourragères. Un seul projet a été qualifié de non éligible, il s'agissait de la réfection d'une digue.

Un appel à projets spécifique à la modernisation et à la réhabilitation de réseaux d'irrigation a été proposé. Six projets sont considérés comme éligibles. Il s'agit uniquement des travaux de modernisation de réseaux existants. Compte-tenu que la majorité du territoire de la région ex-Limousin est située en zone d'équilibre, l'ensemble des projets est facilement éligible aux critères du PDR.

Il n'est pas prévu de nouvel AAP dans l'attente de l'aboutissement de la concertation sur l'eau au niveau régional.

Au total en 2017 sur ce dispositif, 15 dossiers ont été programmés pour 420 079 € de FEADER.

- **Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations**

TO 6.1.1 - Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

La hausse sensible des installations sur le territoire limousin en 2015 (de 143 DJA attribuées en 2014 à 179 en 2015), est une tendance qui n'a pas duré et on observe depuis, contrairement à la tendance nationale, une baisse sensible du nombre de DJA.

Lors du dernier Comité régional sur l'installation et la transmission (CRIT) de février 2017 il a été décidé de faire converger les mesures de la DJA des 3 PDR Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes et de revaloriser la DJA dès le mois de mars 2017 en instaurant la 4ème modulation "Coût de reprise/modernisation important". L'objectif est d'améliorer la mise en œuvre de cette mesure et son équité sur le territoire.

On a pu observer en 2017, une baisse sensible du nombre de DJA avec 145 DJA programmés (pour 3 770 060 € de FEADER) pour un objectif fixé en CRIT de 200 sur le Limousin.

Avec la mise en place de la 4ème modulation en mars 2017 "coût de reprise ou de modernisation important" le montant moyen de la DJA a été augmenté pour atteindre 30720 €. Les bénéficiaires de la DJA demeurent pour 80% des hommes. La forme sociétaire demeure majoritaire et la grande majorité des installations se font à titre principal. L'augmentation des installations hors cadre familial se confirme comme la proportion des jeunes agricoles ayant plus de 35 ans et moins de 40 ans.

TO 6.1.B - Prêts bonifiés

Suite à la suppression des prêts bonifiés (voir éléments 2016), pas d'éléments nouveaux en 2017.

1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture

- **Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

TO 3.1.1 - Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité

En 2017, 25 dossiers ont été programmés et engagés sur le PDR Limousin pour 18 018 € de FEADER. L'aide à la certification biologique a pris fin au 31 décembre 2017 mais des dossiers seront programmés sur l'année 2018. La saisie dans Osiris a eu lieu en 2018 car livraison tardive de l'outil.

Au total, 350 dossiers ont été programmés depuis 2014 sur ce dispositif représentant 116 117,01 € de FEADER soit 26% de la maquette, dont 324 dossiers engagés représentant 96 438 € de FEADER et 265 dossiers payés soit 60 984 € de FEADER.

TO 3.2 1- Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur

Le dispositif 3.2 a été modifié en vue d'une harmonisation du dispositif cofinancé principalement par la Région en 2016. Le premier appel à projet commun aux 3 PDR a donc été lancé en 2017 du 1er mars au 14 avril 2017. Lors de cet Appel à projets, 6 dossiers ont été accompagnés sur le territoire limousin dont un est commun à l'ensemble de la Nouvelle région (Interbio Nouvelle-Aquitaine). L'outil Osiris est disponible depuis le mois de février 2018, les dossiers sont en cours de saisie dans OSIRIS. Les engagements juridiques et les paiements au titre de cet appel à projets ne peuvent être valorisés dans le RAMO 2017. Pour autant, les bénéficiaires ont reçu le paiement de la part Région qui intervient en cofinancement du FEADER leur

permettant d'assurer une trésorerie pour mener à bien leur projet.

Les projets présentés sur le PDR Limousin concernent les filières Viande (4 dossiers) Limousin Promotion et France et Limousin sélection (Label rouge viandes limousines : boeuf, jeunes bovin, porc et veau + IGP veau), Agneau du Limousin (LR), produits végétaux (1 dossier) sur la pomme du Limousin, Agriculture biologique (1 dossier) Interbio Nouvelle-Aquitaine. 1 dossier a été présenté sur plusieurs SIQO.

Au total depuis le début de la programmation, 11 dossiers ont été programmés pour un montant total de de 1 045 973 € de FEADER soit 30% de la maquette. (Aucun engagement ni paiement).

TO 4.2.1 : Investissements des IAA

Ce dispositif soutient la diversification de l'activité agricole à travers la transformation et la commercialisation des produits et favorise ainsi des revenus complémentaires pour les exploitations.

Le seul dossier engagé au 31/12/17 (transition) a été désengagé en 2018 suite à un abandon de projet notamment dû à l'arrivée tardive du logiciel osiris et de son moteur de calcul (logiciel avec moteur de calcul opérationnel courant septembre 2017). Ce projet a été financé sur des Fonds Région.

Au total, 5 dossiers ont été programmés, dont 1 déprogrammé en 2018 pour un montant total de FEADER de 2 940 293 € soit 48% de la maquette. Aucun paiement n'a pu être réalisé.

Il est à noter que suite à la modification du TO courant 2017, compte tenu du délai de complétude des dossiers, aucun dossier n'a été programmé en 2017 en application des règles modifiées (première programmation en avril 2018).

Le retour à une vitesse de croisière de la programmation est prévisible pour le second semestre 2018 (flux croissant constaté de dossiers déposés en cours d'instruction).

TO non lancé :

TO 16.4.1 Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité

CF éléments en DP 1A

1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

TO lancés :

TO 1.2 .1 - Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

4 dossiers avaient été programmés en 2015 sur la thématique de l'agriculture biologique pour un montant de 413 000 € de FEADER et ont donc été fléchés sur le domaine prioritaire 4B. Ces 4 dossiers portaient sur des actions pluriannuelles jusqu'en 2016.

Aucune programmation en 2017 – aucun paiement

TO 4.4.1 - Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

L'opération 441 de la mesure 4 fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCEA). Dans le cadre de l'harmonisation des interventions suite à la fusion des ex-Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, la Région Nouvelle-Aquitaine a été amenée, pour des raisons de simplification et de rapidité d'instruction et de paiement à l'activité en dehors du PDR. Un appel à projet a été lancé en 2017, et un autre est actuellement en cours.

D'importants retards d'instrumentation de l'outil d'instruction et de paiement Osiris ont été constatés, ce qui explique le peu de dossier encore payés. Ce retard est en train d'être résorbé.

Au total, 37 dossiers programmés pour 180 204 € de FEADER soit 30% de la maquette, 29 dossiers engagés soit 139 889 € de FEADER et 3 dossiers payés pour 5 960 € de FEADER.

TO 7.6.3 - Animation des MAEC

Les 11 dossiers programmés en 2015 sur l'animation des MAEC portent sur une période pluriannuelle (2015, 2016 et 2017). Ils représentent 367 214 € de FEADER soit 49% de la programmation. 9 dossiers ont été engagés pour 347 583,40 € de FEADER.

Aucun paiement n'a été réalisé pour l'instant.

TO 7.6.6 - Animation Natura 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'animation des sites Natura 2000 sur la base du document d'objectifs (DOCOB) prévu sur chaque site. L'objet est de contribuer à la conservation ou à la restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000.

Ce dispositif est en place depuis 2015. Ces projets sont pluri-annuels par définition et la plupart ne sont pas achevés, d'où l'absence de paiement final. Le rythme est conforme à la fois aux prévisions et aux besoins d'animation dans les sites Natura 2000 du territoire PDR Limousin.

L'outil OSIRIS permettant le paiement des dossiers a été livré en septembre 2017 mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018. Les paiements de l'animation N2000 du territoire sont maintenant couverts au fur et à mesure en parallèle du rattrapage des dossiers antérieurs. Ils permettent de maintenir la bonne dynamique déjà lancée depuis 2015 grâce aux animateurs.

Cette situation se traduit également par une relance de la dynamique de contractualisation en 2018 (mesure 7.6D), l'animateur N2000 étant un acteur clef pour la mise en œuvre de cette politique de contractualisation.

Au total au cours de cette programmation, 34 dossiers ont été programmés pour un montant de 941 124 € de FEADER soit 50,69% de la maquette. 27 ont été engagés pour 761 372 € de FEADER et les paiements ont débuté en 2018. La forte programmation sur ce dispositif pourra être compensée par une programmation plus faible du dispositif 7.1 lié aux DOCOB ce qui permettra de couvrir tous les besoins du territoire d'ici la fin de la période de programmation.

M10 (10.1) Agroenvironnement – climat

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 de la transition) et 2015 (mesures du PDR), mais les retards pris par l'instruction des dossiers PAC premier pilier (plan d'action FEAGA) n'ont pas permis d'engager et payer les demandes 2015, 2016 et 2017 sur un calendrier normal... Il faut noter que les

demandeurs ont pu dans leur grande majorité bénéficier d'un apport de trésorerie remboursable (ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

Au total depuis le début de la période de programmation 21 629 668 € de dépenses publiques ont été engagées soit presque 62% de la maquette pour les campagnes 2014 et 2015 dont 19 669 082 € de payés. La campagne 2015 correspondait à un renouvellement des engagements et devrait donc être la campagne la plus significative en matière d'engagements financiers.

En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel. A ce jour, la quasi-totalité des dossiers MAEC 2015 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)), ce qui représente plus de 19 M €, 5 100 exploitations et 245 600 ha engagés.

Au total depuis le début de la période de programmation 21 629 668 € de dépenses publiques ont été engagées soit presque 62% de la maquette pour les campagnes 2014 et 2015 dont 19 669 082 € de payés. La campagne 2015 correspondait à un renouvellement des engagements et devrait donc être la campagne la plus significative en matière d'engagements financiers.

En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel. A ce jour, la quasi-totalité des dossiers MAEC 2015 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)), ce qui représente plus de 19 M €, 5 100 exploitations et 245 600 ha engagés.

L'instruction des dossiers MAEC 2016 vient de débuter. L'objectif de l'Etat est de résorber l'ensemble des retards d'instruction et de paiement (y compris 2017) à la fin de l'année 2018.

M11 (11.1 et 11.2) - Agriculture biologique

Le FEADER soutient à travers cette aide les projets de conversion et de maintien en agriculture biologique. Pour ce faire une aide annuelle est allouée pour alléger les surcoûts induits par les changements de pratique et la valorisation des produits non issus de l'agriculture conventionnelle.

Comme pour la mesure 10, le retard important des aides du 1er pilier en raison du plan d'action FEAGA a considérablement ralenti l'instruction des mesures d'agriculture biologique.

En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel.

A ce jour, la quasi-totalité des dossiers de maintien et de conversion en agriculture biologique de la campagne 2015 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)), ce qui représente plus de 3,9 M €, 939 exploitations et 17 900 ha engagés.

L'instruction des dossiers 2016 a débuté en mai 2018 et la campagne 2017 devrait être instruite en septembre 2018. L'objectif de l'Etat est de résorber l'ensemble des retards d'instruction et de paiement (y compris 2017) à la fin de l'année 2018.

Au total depuis le début de la période de programmation, 16 210 532 € de dépenses publiques ont été engagées soit presque 95% de la maquette initiale pour les campagnes 2014 et 2015 dont 3 932 041 € de payés soit 939 exploitants aidés. La campagne 2015 correspondait à un renouvellement des engagements et devrait donc être la campagne la plus significative en matière d'engagements financiers.

En Limousin, nous assistons aujourd'hui à une dynamique de développement de l'Agriculture biologique nettement supérieure aux années passées ce qui explique le taux d'engagement. La modification stratégique de 2017 a permis de réajuster les sections financières en proposant notamment des mouvements de maquette

en faveur de l'agriculture biologique. En effet, on observe aujourd'hui sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, et au niveau national, une dynamique de développement de l'Agriculture Biologique nettement plus rapide que celle initialement estimée. Les estimations actuelles montrent que ces surfaces auront plus que doublé d'ici à la fin de la programmation. L'Autorité de gestion a donc souhaité renforcer de manière significative l'intervention du FEADER sur cette filière dans le cadre de la mesure 11 des PDR. La fermeture d'un certain nombre de dispositifs des anciens PDR a permis d'alimenter en majeure partie cette mesure.

Suite à la modification stratégique de 2017, 5 millions d'euros de FEADER sont venus alimenter la mesure 11 passant le taux d'engagement de 99 à 73%.

M13 (13.1 et 13.2) – ICHN

En dépit des importants retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC (plan d'action FEAGA), quatre années d'ICHN (campagnes 2014, 2015, 2016 et 2017) ont pu être payées aux bénéficiaires, avec une augmentation significative du montant dès la deuxième année en raison de l'entrée en vigueur de la revalorisation des montants unitaires de ces aides et de l'élargissement de la population d'éleveurs éligibles.

Pour la campagne 2017, les retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC ont été significativement réduits et les aides ICHN ont été payées aux bénéficiaires conformément au calendrier PAC habituel à savoir un acompte versé en décembre 2017 et le paiement en mode solde avec stabilisateur provisoire en février 2018.

Au total au cours de cette programmation, ce sont 29 888 exploitations qui ont bénéficié de l'ICHN, pour un montant de 282 488 549 € de dépenses publiques soit 59% de la maquette.

La maquette initiale a été calibrée en ne prenant pas totalement en compte l'augmentation du montant dès la deuxième année de programmation et la révision du zonage des zones défavorisées simples qui doit entrer en vigueur en 2019 nécessitait une révision de maquette. Celle-ci est intervenue en 2018 dans le cadre du transfert du 1er au 2nd pilier réalisé par l'Etat.

6 TO non lancés :

TO 7.1 1 - élaboration et révision des DOCOB Natura 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'élaboration et à la révision des DOCOB des sites Natura 2000. Il n'y a pas eu de programmation depuis le début du programme ni de dépôt de dossiers en 2017 pour l'élaboration ou la révision de DOCOB. En effet, compte-tenu de l'absence d'outils, l'engagement des révisions de DOCOB a été temporisé. Le travail a été axé en priorité jusqu'en 2017 et continue de l'être en 2018, sur le paiement de l'animation des sites N2000 (mesure 7.6c) pour la mise en oeuvre des DOCOB car il est beaucoup plus difficile de ralentir l'avancée des opérations dans ce cas. L'outil complet élaboration/révision DOCOB pour le paiement a été mis à disposition en septembre 2017, mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018, ce qui permet désormais de payer les actions qui s'achèvent. Maintenant que l'on dispose de l'outil et que le paiement de l'animation se débloque, un programme de révision / élaboration pourrait être élaboré pour 2019/2020.

TO 7.6.1 - Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 :

Cette mesure du cadre national vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en oeuvre les

préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site.

Ce dispositif n'est effectivement en place que depuis janvier 2017, notamment en raison de la mise à jour fin 2016 par le Ministère en charge de l'environnement des référentiels et barèmes prévus par cette mesure du Cadre National. Cela explique la faible programmation à ce jour. L'animation financée par la 7.6.C devrait permettre l'émergence significative des premiers contrats au cours de l'année 2017.

Malgré la priorité donnée à l'outil permettant le paiement total de ces aides, il n'a pas été disponible en 2017, ce qui n'a pas permis d'augmenter le nombre de contrats passés. Toutefois le rythme de contractualisation s'est accéléré une fois l'outil rendu disponible en 2018 ce qui laisse entrevoir une relance importante de cette politique pour la fin de programmation

TO 7.6.2 - Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables

Ce TO permet de financer des projets de renaturation de rivières, de plans de gestion ou encore des travaux scientifiques, ayant un impact fort en termes de protection et de connaissance des milieux. Portés par les associations environnementales, 1 projet & été programmés en 2017 pour 132 933 € FEADER et 6 sont en cours d'instruction.

1 dossier a pu être engagé pour un montant de FEADER de 132 933 €.

TO 7.6.4 - Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous publics

Ce TO permet d'aider des projets d'éducation à l'environnement pour différents publics afin de favoriser la diffusion de bonnes pratiques et des comportements favorables à l'environnement et aux écosystèmes locaux. Il est très sollicité par les acteurs environnementaux.

En 2017, aucun dossier n'a été programmé mais ils sont en cours d'instruction.

M12 (12.1 et 12.3) - Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

Cette mesure n'a pas été activée en 2017 et ne le sera que si besoin.

1.5 Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie Deux domaines prioritaires sont ouverts sur la priorité 5, il s'agit des domaines prioritaires suivants :

Cette priorité concerne la mesure 4 (TO 4.1.2) dans le cadre du domaine prioritaire 5B, et les mesures 1, 4, 8 et 10 (soit les TO : 1.2.1 ; 4.3.1, M8, M10) dans le cadre du domaine prioritaire 5E.

Le domaine prioritaire 5C n'est plus activé en Limousin suite à la suppression des TO 6.4.2 méthanisation à la ferme et 16.5.1 Coopération dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques.

- **Domaine prioritaire 5B Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la**

transformation alimentaire

TO 4.1.2 : Maîtrise de l'énergie

Cette opération a pour objet de soutenir les exploitations agricoles dans la réalisation d'investissements liés aux économies d'énergie à travers la valorisation des sous-produits et le renforcement de l'efficacité énergétique des exploitations.

Au total, 44 opérations ont été programmées pour un montant de 332 937 € de FEADER (dont 42 engagés pour 290 517€). 21 dossiers ont été payés pour 117 112€.

1 seule opération a été programmée en 2017 pour 39 690 € FEADER.

Cette opération est en sommeil, les porteurs de projet pouvant émarger au TO 4.1.1.

- **Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

TO lancés :

TO 1.2.1 Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

Le dispositif vise à mettre en place des journées de démonstration auprès des propriétaires forestiers et des gestionnaires de forêts sur des thématiques environnementales et de gestion durable des forêts.

Au total, 4 dossiers ont été programmés sur ce dispositif pour un montant total de FEADER de 46 000 €. Il n'y a pas eu de programmation (Osiris en production) ni de paiement en 2017.

TO 4.3.1 - Desserte forestière

Le développement de la desserte forestière constitue un enjeu majeur pour faciliter l'exploitation et la gestion des massifs forestiers. L'objectif est d'améliorer l'approvisionnement de la filière aval afin de satisfaire les besoins en bois des entreprises locales de la transformation. Les investissements ont porté principalement sur la création de pistes et d'aires de stockage.

Depuis le début de la programmation, 36 dossiers ont été programmés pour 625 241€ soit 21% de la maquette (dont 36 engagés) avec 123 675 € de FEADER payés.

En 2017, 9 dossiers ont été programmés pour un montant de FEADER de 148 199,77 €.

Il faut noter que cette mesure a fait l'objet en 2017 d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR. Cette mesure sera gérée en appel à projets à partir de 2018 (l'Appel à projets limousin était valable pour la période 2016-2017).

TO 8.6.1 - Soutien aux équipements d'exploitation forestière

En 2017, 7 dossiers ont été programmés pour un montant total de FEADER de 299 250 €. La dynamique sur ce type d'opération est toujours bonne. Les paiements devraient intervenir rapidement suite à la livraison de

l'outil OSIRIS.

Au total, 30 dossiers ont été programmés pour 1 303 258 € soit 48% de la maquette (dont 28 engagés) et 11 dossiers payés pour un montant de 423 675 € de FEADER.

Il faut noter que cette mesure a fait l'objet en 2017 d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR.

M10 – MAEC Systèmes

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 transition) et 2015 (mesures du PDR) mais les retards pris par l'instruction des dossiers PAC premier pilier (plan d'action FEAGA) n'ont pas permis d'engager et payer les demandes 2015, 2016 et 2017 sur un calendrier normal ... Il faut noter que les demandeurs ont pu dans leur grande majorité bénéficier d'un apport de trésorerie remboursable (ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel. A ce jour, la quasi-totalité des dossiers MAEC 2015 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)), ce qui représente plus de 19 M €, 270 exploitations et 26 600 ha engagés.

L'instruction des dossiers MAEC 2016 a débuté en avril 2018 et l'instruction des dossiers 2017 devra commencer en septembre 2018. L'objectif de l'Etat est de resorber l'ensemble des retards d'instruction et de paiement (y compris 2017) à la fin de l'année 2018.

Au total depuis le début de la programmation, 14 111 864 € de dépenses publiques ont été engagées soit 69 % de la maquette pour les campagnes 2014 et 2015.

TO non lancés :

TO 8.2.1 - Entretien des systèmes agroforestiers et installation des systèmes agroforestiers

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

TO 8.3.1 - Prévention des catastrophes naturelles

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

TO 8.4.1 - Réparation des dommages naturels

Ce TO n'a pas été lancé, aucune catastrophe naturelle n'ayant été recensée en Limousin depuis le début de programmation.

TO 8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts

Ce TO n'a pas été lancé pour 2014-2016 compte tenu de la priorisation de l'instrumentation pour d'autres mesures. Un travail d'harmonisation a été conduit en 2017 à l'échelle des 3 ex régions et cette mesure devrait être déployée en 2018.

1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le

développement économique dans les zones rurales Les domaines prioritaires suivants ont été ouverts sur la priorité 6 :

- **Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois**

TO lancé :

TO 7.4.1 - Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

Ces projets concernent la création et/ou le maintien d'activités commerciales et/ou artisanales rendant un service de proximité à la population.

Pour les autres types de projets financés dans le cadre de cette opération, les Maisons de services au Public, aucune programmation n'a eu lieu car aucune demande d'aide FEADER n'a été à ce jour déposée.

L'opération 7.4.1 a connu un début de programmation fin 2016. Au total 8 projets ont été programmés pour un montant de 769 609 € de FEADER dont 6 dossiers déposés en 2017.

Fin 2017, les modalités de sélection des projets ont été modifiées dans le PDR Limousin pour passer du "fil de l'eau" à un système d'appel à projets. Un premier appel à projets devrait être lancé à partir du 2ème semestre 2018.

TO non lancé :

TO 6.4.1 : Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

- **Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales**

TO lancés :

TO 7.4.2 - Accroître l'offre de service

Ce dispositif concerne les équipements liés à l'enfance jeunesse, à la petite enfance, à la culture et à la lecture publique. La dynamique des projets est maintenue en 2017 avec 18 projets déposés. La programmation n'a pas encore commencée, conséquence de la réorganisation des services instructeurs au sein de la Région. Les projets liés aux thématiques de l'enfance et du tourisme sont majoritaires, démontrant un réel besoin des territoires ruraux pour leur développement économique.

Fin 2017, les modalités de sélection des projets évoluent, pour passer de la sélection au fil de l'eau à un système d'appel à projets. Un premier appel à projets devrait être lancé au cours du 2ème semestre 2018, sur la base d'une analyse de l'existant et des financements disponibles.

Au total 5 dossiers ont été programmés pour 493 042 € de FEADER.

TO 7.4.3 - Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux

Cette opération permet de financer des Maisons pluridisciplinaires de santé, projets très structurants à l'échelle des territoires. Un dossier a été programmé en 2017 pour 282 950 € de FEADER et de nombreux projets sont déposés ou en cours de montage (26). Les besoins de financement d'une offre de santé articulée à l'échelle d'un territoire cohérent restent plus que jamais réels dans les territoires ruraux. A noter que l'instruction de ces dossiers complexes appelle une expertise pointue.

Fin 2017, les modalités de sélection des projets évoluent, pour passer de la sélection au fil de l'eau à un système d'appel à projets. Un premier appel à projets devrait être lancé au cours du 2ème semestre 2018. Des dossiers ont été déposés mais la complétude de ces dossiers est longue puisque ce sont des opérations avec des montants d'investissement conséquents. Les difficultés liées au rattachement de ces aides à un régime d'aide d'Etat n'ont pas facilité le lancement de la mise en œuvre.

TO 7.6.5 - Valorisation du patrimoine culturel des territoires ruraux

Ce TO permet de financer des dossiers concernant des actions d'inventaire du patrimoine et de rénovation du patrimoine culturel. Cela permet de valoriser ce patrimoine, notamment pour des visées touristiques. La programmation concerne encore peu de dossiers en 2017(3), mais le stock (5) de dossiers démontre un dynamisme et des attentes de la part des demandeurs.

Au total 3 dossiers ont été programmés pour 120 099 € de FEADER dont 2 engagés pour 97 020 €.

TO 19.1.1 - Soutien à la préparation de stratégies locales de développement

Cette aide a permis de soutenir les territoires candidats à la mise en place d'un projet de GAL. Les dépenses de fonctionnement du GAL du PDR 2007-2013 perdurant sur l'année 2014, seul 1 GAL a déposé un dossier au titre du soutien à la préparation de leur candidature.

TO 19.2.1 - Soutien à la mise en oeuvre des projets de la stratégie locale de développement ;

En 2014, 11 territoires, couvrant la quasi-totalité du territoire Limousin, ont porté une candidature GAL LEADER. En juin 2015, tous ont été sélectionnés par un comité de sélection composé d'experts, des services et des élus de la collectivité.

La phase de conventionnement (conventions AG-OP-GAL), et notamment la rédaction des fiches actions de la stratégie, a été enclenchée en septembre 2015 pour les 11 GAL. Aucune opération des sous-mesures 19.2, 19.3 et 19.4 n'a pu être programmée en 2015, aucun GAL n'ayant fait l'objet d'une convention au 31/12/2015.

Début 2016, le travail de rédaction et de vérifications réglementaires des fiches actions des GALs s'est poursuivi et a permis d'aboutir à la validation d'un modèle de convention dont les premières signatures sont intervenues cet été. Toutes les conventions sont aujourd'hui signées.

Les premiers comités de programmation des GAL ont commencé à se réunir et des projets de la stratégie 19.2 peuvent être programmés par les GAL.

L'autorité de gestion a autorisé les GAL à ouvrir la possibilité de début d'exécution de projets relevant de la sous-mesure 19.2 depuis la sélection notifiée aux GAL en juin 2015 (demandes d'aide minimales déposées

au GAL, effet incitatif du FEADER vérifié), afin de ne pas bloquer les plus urgents de ces projets, en attendant la signature des conventions.

En 2017, la mesure 19 du PDR Limousin a fait l'objet de différentes avancées, malgré l'accumulation de retard et de difficultés :

L'ensemble des conventions AG-OP-GAL sont signées et un travail de mise à jour de ces conventions par avenant est engagé pour modifier, entre autre, les structures porteuses des GAL suite aux réformes institutionnelles françaises, et les circuits de gestion de la sous-mesure 19.4.

La sous-mesure 19.1 n'a pas pu faire l'objet d'engagement juridique (2 dossiers de soutien préparatoire déposés sont en cours d'instruction) dans l'attente du déploiement de l'outil Osiris.

La programmation des dossiers financés via les fiches actions des GAL au titre de la sous-mesure 19.2 a été soutenue avec 107 dossiers programmés pour un montant total de FEADER de 1.741.529 € en 2017 pour les 11 GAL du PDR. L'outil Osiris a été déployé, permettant la signature des premières conventions juridiques d'attribution, pour 48 dossiers engagés, soit un montant total de FEADER de 961 488,24 €.

TO 19.4.1 - Soutien au fonctionnement à l'animation des stratégies locales de développement

Enfin, 3 dossiers d'animation et de gestion des stratégies locales de développement (TO 19.4) ont été programmés pour un montant total de 669 546,64 € de FEADER.

L'Autorité de gestion a, par ailleurs, organisé 5 temps d'échanges techniques avec les 11 GAL du PDR Limousin afin d'assurer un dialogue régulier et de répondre aux difficultés rencontrées localement par les GAL, inhérentes au retard important que connaît la mesure Leader au niveau national. Un Comité d'appui Leader, temps d'échange spécifique au partenariat, a été organisé en Limousin en 2017.

TO non lancés :

TO 16.7.1 - Coopération dans le développement rural forestier

Des dossiers ont été déposés sur ce TO mais les retards liés à l'instrumentation OSIRIS n'ont pas permis de démarrer effectivement ce TO en programmant les dossiers.

TO 19.3.1 - Préparation à la mise en oeuvre de coopération par les GAL

La sous-mesure 19.3 pour la coopération territoriale n'a pas encore pu faire l'objet de programmation, dans l'attente de la mise en oeuvre de l'outil Osiris. Mais une rencontre spécifique d'une journée sur la coopération, commune aux PDR Limousin, Aquitain et Poitou-Charentes a été organisée par l'autorité de gestion. Elle a réuni 150 personnes représentant près de 40 territoires Leader et plus de 30 acteurs et réseaux économiques et associatifs de la Région et a permis d'informer et inciter les territoires à construire des projets de coopérations en Nouvelle-Aquitaine, en France et en Europe.

Etat d'avancement FEADER- DP 2A :

DP 2A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programme	Nb de dossiers engages	FEADER engage	Nb de dossiers payés	FEADER payé
M1	22	1 347 189	3	106 731	0	0
M4	1341	33 184 314	1302	32 407 061	713	13 700 263
M16	0	0	0	0	0	0

tableau 2A

Etat d'avancement FEADER- DP 2B :

DP 2B	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programmés	Nb de dossiers engages	FEADER engagés	Nb de dossiers payés	FEADER payées
M1	0	0	0	0	0	0
M6	2 293	14 722 241	2 293	14 722 241	480	7 027 558

tableau 2B

Etat d'avancement FEADER- DP 3A :

DP 3A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programme	Nb de dossiers engages	FEADER engage	Nb de dossiers payés	FEADER payé
M3	361	1 162 090	324	96 438	265	60 984
M4	5	2 940 294	1	790 879	0	0
M16	0	0	0	0	0	0

tableau 3A

Etat d'avancement FEADER- P4 :

P4	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programme	Nb de dossiers engages	FEADER engage	Nb de dossiers payés	FEADER payé
M1	4	413 285	0	0	0	0
M4	37	180 204	29	139 889	3	5 961
M7	56	1 920 935	37	1 241 889	3	19 087
M10	NC	15 952 251	NC	15 952 251	5 164	14 745 797
M11	NC	12 157 899	NC	12 157 899	939	2 949 031
M12	0	0	0	0	0	0
M13	29 888	211 866 411	29 888	211 866 411	29 888	211 866 411

tableau P4

Etat d'avancement FEADER- DP 5B

DP 5B	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programme	Nb de dossiers engages	FEADER engage	Nb de dossiers payés	FEADER payé
M4	44	332 937	42	290 517	21	117 11

tableau 5B

Etat d'avancement FEADER- DP 5 C:

DP 5C	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programme	Nb de dossiers engages	FEADER engage	Nb de dossiers payés	FEADER payé
M6	0	0	0	0	0	0
M16	0	0	0	0	0	0

tableau 5C

Etat d'avancement FEADER- DP 5 E :

DP 5E	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programme	Nb de dossiers engages	FEADER engage	Nb de dossiers payés	FEADER payé
M1	4	46 078	0	0	0	0
M4	36	601 081	36	601 081	8	123 675
M8	30	1303 257	28	1236 375	11	470 925
M10	NC	10 583 898	NC	10 583 898	272	2 116 471

tableau 5E

Etat d'avancement FEADER- DP 6A :

DP 6A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programme	Nb de dossiers engages	FEADER engage	Nb de dossiers payés	FEADER payé
M6	0	0	0	0	0	0
M7	8	796 609	0	0	0	0

tableau 6A

Etat d'avancement FEADER- DP 6B :

DP 6B	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nb de dossiers programmes	FEADER programme	Nb de dossiers engages	FEADER engage	Nb de dossiers payés	FEADER payé
M7	4	896 091	2	97 019	0	0
M19	110	3 690 000	42	804 887	1	12 561

tableau 6B

Légende

	TO harmonisés Nouvelle-Aquitaine
	TO fermés suite à harmonisation ou modification stratégique
	TO historique

	PDR Limousin		Lancement 2014-2017	Lancement 2017	Modification
Investissements dans les zones forestières	431	Desertes forestières	Oui	Non (AAP NA 23/04/2018)	Modification en décembre 2016
	821	Entretien des systèmes agroforestiers	Non	Non	TO fermé en décembre 2017
	831	Prévention des catastrophes naturelles	Non	Non	
	841	Réparation des dommages naturels	Non	Non	
	851	Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts	Non	Non	Modification 2017
	861	Soutien aux équipements d'exploitation forestière	Oui	FI de l'eau	Modification en mars 2017
DJA	1671	Coopération dans le développement rural forestier	Non	Non	
	611	DJA	Oui	FI de l'eau	Modification en mars 2017
	612	Prêts bonifiés	Oui	Non	TO fermé le 9 mars 2017
	121	Soutien aux projets de démonstration et actions d'information	Oui	NON	Modification en décembre 2016
	211	Services de conseil	Non	Non	TO fermé en décembre 2017
	311	Participation des agriculteurs à des systèmes de qualité applicable aux produits agricoles, denrées alimentaires et exploitations agricoles	Oui	FI de l'eau	en sommeil à partir de 2018
	321	Aide aux activités d'information et de promotion mises en oeuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur	Oui	AAP NA 28/02/2017	Modification en décembre 2016
	411	Plan de modernisation des élevages	Oui	AAP NA 31/03/2017	Modification en décembre 2016
	412	Maîtrise de l'énergie	Non	Non	TO fermé en décembre 2017
	413	Investissements matériels collectifs	Oui	AAP NA 27/03/2017	Modification en décembre 2016
	414	Instruments financiers destinés aux investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles	Non	Non	
	542	Développement de la méthanisation à la ferme	Non	Non	TO fermé en décembre 2017
	415	Plan végétal environnement	Oui	AAP NA 15/03/2017	Création en décembre 2016
	422	Investissements pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles par les agriculteurs et leurs groupements	Oui	AAP NA 31/03/2017	Modification en décembre 2016
	421	Investissements dans les IAA	Oui	FI de l'eau	Modification en mars 2017
	432	Irrigation - Infrastructure d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau	Oui	AAP Limousin 24/02/2017	
	441	Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agro-écologiques	Oui	NON	
Aides agricoles et agroalimentaires	1611	Aide au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI et à la réalisation de leurs projets pilotes	Non	Non (AAP 08/01/2018)	
	1621	Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement	Non	Non	TO fermé en décembre 2017
	1641	Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité	Non	Non	
ICHN	1311	Paiements contraintes naturelles en zones de montagne	Oui		
	1321	Paiements contraintes naturelles en zones de pléiomet et autres défavorisées			
MAEC et Agri bio	10	MAEC			
	1111	Conversion à l'agriculture biologique			
	1121	Maintien de l'agriculture biologique			
NATURA 2000, Environnement, changements climatiques	711	Elaboration et révision des DOCOB Natura 2000	Oui	FI de l'eau	
	761	Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000	Non	Non	
	766	Animation Natura 2000	Oui	FI de l'eau	
	763	Animation des MAEC	Oui	FI de l'eau	
	762	Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables	Oui	FI de l'eau	
	764	Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous publics	Oui	FI de l'eau	
	12.1	Paiement d'indemnités en faveur des zones agricoles Natura 2000			
	1651	Coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques, ou projets environnementaux et des pratiques environnementales	Non	Non	TO fermé en décembre 2017
Développement local	741	Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques	Oui	AAP	TO fermé en décembre 2017
	742	Accroître l'offre de services	Oui	AAP	Modifié en décembre 2016
	743	Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux	Oui	AAP	Modifié en décembre 2016
	765	Valorisation du patrimoine culturel des territoires ruraux	Oui	FI de l'eau	
LEADER	1911	Soutien à la préparation de stratégies locales de développement	Oui	FI de l'eau	Modifié en décembre 2016
	1921	Soutien à la mise en oeuvre des projets de la stratégie locale de développement	Oui	FI de l'eau	
	1931	Préparation à la mise en oeuvre de coopération par les GAL	Non	Non	Modifié en décembre 2017
	1941	Soutien au fonctionnement à l'animation des stratégies locales de développement	Oui	FI de l'eau	Modifié en décembre 2017

lancement TO

1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Conformément à la possibilité réglementaire introduite le 23 février 2018 dans le règlement n°215/2014 (règlement de mise en œuvre 216/2018), l'Autorité de gestion a souhaité utiliser la nouvelle approche de comptabilisation des dossiers en intégrant les dossiers ayant reçu un premier paiement dans le RAMO 2017. Ainsi, la comparaison des données de ce RAMO avec les précédents RAMO qui intégraient uniquement les dossiers soldés, doit se faire en tenant compte de cette nouvelle méthode.

Même si des progrès ont été réalisés notamment par l'intégration dans les logiciels OSIRIS des données liées aux indicateurs RAMO en 2017, la disponibilité des données pour le RAMO portant sur l'année 2017 est toujours incomplète. En effet, les dossiers payés dans le cadre de ce RAMO sont des dossiers déposés en 2014, 2015 et 2016 dont l'instrumentation des indicateurs n'avait pas été prévue.

Dans la précédente section 1C et pour compléter les informations des tableaux annexes, un état des lieux financiers du FEADER (avec engagés et payés – dont acompte, pour les opérations achevées) par domaine prioritaire et mesure donne un aperçu du niveau de mise en œuvre au regard des cibles intermédiaires au 31/12/2017.

En ce qui concerne le cadre de performance du PDR Limousin, les valeurs intermédiaires à atteindre au 31 décembre 2018, le sont déjà pour les Priorités 2 et 4.

Pour la Priorité 3 l'indicateur de dépenses publiques totales n'est pas encore totalement atteint mais les prévisions actuelles de dépenses sur l'opération 4.2.1 « investissements dans les IAA » laissent raisonnablement à penser que la cible intermédiaire sera bien atteinte au 31 décembre 2018.

Pour la Priorité 5 l'indicateur de dépenses publiques totales n'est pas encore totalement atteint mais les prévisions actuelles de dépenses sur la mesure 10 permettent d'atteindre la cible intermédiaire au 31 décembre 2018.

Enfin pour la Priorité 6, les cibles intermédiaires sont encore loin d'être atteintes. L'Autorité de gestion a pleinement pris conscience des risques qui pèsent sur l'atteinte de ces cibles au 31 décembre 2018. Aussi des moyens importants ont été déployés notamment par un renforcement significatif des équipes d'instructeurs des dispositifs de développement rural, afin de rattraper le retard de mise en œuvre de ces dispositifs pour atteindre les cibles fixées sur cette priorité.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

Sans objet.

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.g) Currency rate used for conversion AIR (non EUR countries)

--

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail est actuellement en cours pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la Nouvelle-Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage de :

- permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
- conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les deux programmes,
- faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

Parallèlement à cette construction du plan d'évaluation Nouvelle-Aquitaine, une réflexion est en cours sur la convergence des plans d'évaluation dans une vision multi fonds. L'objectif est de rationaliser les démarches d'évaluation en recherchant une mutualisation des méthodes et des études.

La convergence se fera autour des objectifs thématiques de la contribution à l'UE 2020 en identifiant les questionnements communs aux différents FESI et en prenant en compte des questionnements transversaux tels que les principes horizontaux. Il sera maintenu la spécificité des questionnements liés à chaque fonds et à chaque programme pour répondre aux questions évaluatives initialement prévues dans chaque plan d'évaluation.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Les activités d'évaluation ont débuté en 2017 via les travaux d'évaluation intermédiaire liés au RAMO renforcé portant sur l'année 2016. L'autorité de gestion a choisi de se faire accompagner par un prestataire pour ces travaux dont la mission consistait à :

1. collecter les informations et alimenter les 3 rapports renforcés notamment en proposant les éléments de réponses aux questions évaluatives issues des règlements européens ;
2. construire une méthodologie de suivi pour les 3 PDR et notamment proposer et alimenter des tableaux de bord construits pour le suivi.

Un groupe technique a été constitué dans ce cadre. Il est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- valider les sous-questions évaluatives, les critères de jugement et les indicateurs associés;
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation;
- à partir des résultats obtenus pour les questions évaluatives, réinterroger les cibles quantitatives fixées dans les PDR et retranscrire de façon opérationnelle les recommandations.

En outre, les travaux du prestataire doivent permettre de redéfinir des thématiques d'évaluation en fonction de l'état d'avancement du programme afin de réviser dans le cadre d'une modification du programme, la section liée au plan d'évaluation.

Par ailleurs, cette évaluation intermédiaire des 3 PDR a pu alimenter les travaux de convergence des trois programmes amorcés en 2016. En effet, plusieurs types d'opération ont fait l'objet de travaux de mise en cohérence sur les mesures 1, 3 et 4 (Aide aux activités de démonstration et aux actions d'information, Aide aux activités de promotion, Plan de compétitivité des exploitations agricoles, Desserte forestière,...).

L'évaluation a permis d'apporter un éclairage sur les impacts de cette convergence sur la logique d'intervention des PDR et sur la suite de la programmation.

Spécificité LEADER

2 ateliers dédiés aux spécificités de l'évaluation LEADER ont été co-animés par l'AG. Ces ateliers ont permis, notamment pour les nouveaux GAL de mieux connaître la particularité du Cadre Commun de Suivi et d'Evaluation et de la spécificité.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les données de suivi sont collectées au travers de l'instruction des demandes d'aide ou des demandes de paiement. Au cours de la «phase d'outillage» de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte. Le paramétrage progressif de l'outil informatique de gestion n'a pas encore permis la saisie et la valorisation des informations collectées, mais ce sera le cas à partir des dossiers déposés en 2017.

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi est développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris) ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSGC, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes, paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de

paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et est disponible pour le paramétrage, depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour mensuellement, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en œuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe de travail portent sur les mesures HSI-GC et les indicateurs européens avec pour objectif d'aboutir à un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), des extractions du logiciel ISIS sont disponibles pour nous permettre de récolter les données ICHN, MAEC et BIO des différentes campagnes. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2017. De ce fait, il n'y a pas d'élément à apporter pour les sections 2 d, f et g.

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

L'année 2017 a été l'occasion de mettre en place plusieurs mesures pour accélérer la mise en œuvre du PDR Limousin :

- **Instrumentation OSIRIS** : stabilisation de l'équipe OSIRIS au niveau de la délégation régionale de l'ASP et de l'autorité de gestion chargée de développer les logiciels OSIRIS. Au sein de la Région Nouvelle-Aquitaine, le service FEADER est chargé de l'instrumentation des dispositifs FEADER. 1 coordinateur OSIRIS en lien avec 3 agents se chargent du déploiement d'OSIRIS pour tous les dispositifs. Fin 2017, l'essentiel des dispositifs étaient instrumentés y compris les dispositifs harmonisés dans le cadre des modifications de fin 2016 et début 2017 nécessitant un nouvel outil. L'autorité de gestion a également déployé sur la plupart des dispositifs le moteur de calcul instruction destiné à sécuriser le calcul de l'aide à l'instruction de la demande d'aide.
- **Harmonisation des dispositifs** : la fusion des régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes ont conduit la Région à harmoniser un certain nombre de dispositifs notamment les dispositifs agricoles, agroalimentaires et forestiers. Cette harmonisation répond d'abord à une obligation réglementaire d'harmonisation des règlements d'intervention financière au niveau de la nouvelle Région. La Région apportant des contreparties au FEADER sur un certain nombre de dispositifs, il a fallu repenser le cadre d'intervention de ces dispositifs. De plus, après 3 années de programmation, dont 2 années effectives sur la programmation 2014-2020 (2015 et 2016), et étant donné le retard pris dans le lancement des dispositifs, une simplification s'est avérée nécessaire. L'harmonisation a été réfléchie dans ce sens de sorte à ne pas renouveler les erreurs commises en début de programmation. Enfin, l'harmonisation des dispositifs permet d'avoir des dispositifs clone sur les 3 PDR et donc un accompagnement facilité et renforcé des services instructeurs, les règles et documents de mise en œuvre étant les mêmes sur l'ensemble du territoire.
- **Modification stratégique du programme** : L'année 2017 a en partie été consacrée à la modification stratégique des 3 programmes de la Région Nouvelle-Aquitaine poursuivant la dynamique des modifications d'harmonisation présentées fin 2016 et début 2017. Cette modification portait un double objectif :

1/ Répondre au mieux aux besoins de ce vaste territoire tout en respectant les dynamiques et les caractéristiques des anciens territoires mises en exergue dans les diagnostics élaborés en début de programmation ;

2/ Concentrer l'intervention de l'Union européenne sur des dispositifs de masse afin de réduire les coûts administratifs liés à la mise en œuvre du FEADER.

Ce deuxième objectif est particulièrement important étant donné les retards importants dans la mise en œuvre des PDR. De 120 dispositifs FEADER à mettre en œuvre sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine (38 pour le PDR Aquitaine / 40 pour le PDR Limousin / 42 pour le PDR Poitou-Charentes), la modification stratégique a permis d'aboutir à 85 dispositifs FEADER (27 pour le PDR Aquitaine, 28 pour le PDR Limousin et 30 pour le PDR Poitou-Charentes) dont 13 dispositifs harmonisés c'est-à-dire ayant les mêmes conditions de mise en œuvre pour tout le territoire (1 seul AAP, 1 outil OSIRIS dupliqué, des formulaires

uniques, les mêmes procédures, une même base de formation, etc.).

- **Stabilisation des équipes et de l'organisation de l'autorité de gestion suite à la fusion de Régions** : l'année 2017 a permis de stabiliser l'organisation de l'autorité de gestion et la répartition des missions en matière de mise en œuvre du FEADER au sein de la Région et avec les services instructeurs de l'Etat. Des avenants aux conventions de délégation de tâches ont notamment été pris pour redéfinir le champ d'intervention des services de l'Etat en matière d'instruction en fonction de leurs ressources. Cette étape s'achèvera en 2018 avec la reprise de l'instruction des mesures LEADER sur les PDR Aquitain et Poitou-Charentes par les services de la Région. Ce constat tardif de l'incapacité au niveau des moyens humains à instruire les dossiers par les services de l'Etat est en partie responsable des retards dans l'instruction et le paiement des dossiers LEADER.
- **Accompagnement renforcé des services instructeurs** : l'autorité de gestion a mis en place en 2017 un certain nombre d'outils permettant un meilleur appui des services instructeurs. Pour les dispositifs agricoles, agroalimentaires et forestiers, la désignation d'un binôme référent métier au sein des services techniques de la Direction Agriculture et référent thématique au sein du service FEADER a permis de répondre plus efficacement aux questions posées par les services instructeurs et aux problématiques renforcées. De plus, sur ces dispositifs des points réguliers sont organisés en comité technique ou lors de réunions regroupant l'autorité de gestion, l'ASP, la DRAAF, la DREAL et les services instructeurs. Concernant les dispositifs LEADER et de développement rural, la constitution d'une sous Direction Fonds européens et Territoires au sein du Pôle Europe a permis aux partenaires et aux services instructeurs d'avoir des interlocuteurs identifiés sur ces dispositifs. Des réunions et comités d'appui aux GAL LEADER ont par exemple été mis en place par l'autorité de gestion pour traiter les questions liées à cette mesure.

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	579 138 810,00	77,17	41,17

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
--	--	--	--

Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	579 138 810,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	579 138 810,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Le PDR Limousin mentionne, dans sa section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional.

Une présentation de la gouvernance et des missions conférées au réseau rural Nouvelle-Aquitaine (RRNA) couvrant les 3 PDR a été réalisée lors du Comité de suivi du 21 juin 2017. Le RRNA a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agira de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRNA doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Le RRNA a, également, pour objectifs spécifiques de :

- diffuser de l'information sur le contenu des trois PDR et sur les opérations financées,
- mettre en relation les bénéficiaires du FEADER acteurs ruraux, potentiels bénéficiaires du FEADER,
- faire échanger des idées, capitaliser les expériences, générer des analyses, apporter un regard critique et innovant,
- favoriser l'atteinte des cibles fixées dans le PDR,
- apporter à l'Autorité de Gestion des éléments de justification pour ajuster les programmes européens,
- organiser des moments de réflexion sur des thématiques particulières liées aux mesures de développement rural,
- proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG,
- valoriser les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR,
- réaliser l'articulation avec le Réseau Rural National, notamment la remontée de données et relayer ses communications pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses

informations.

La coordination et l'animation du Réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine se fera par un agent référent, au sein des équipes de la Région, appuyé par une cellule d'animation externe chargée d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR sur la période 2018-2020.

La sélection de cette cellule d'animation se fera par le biais de la commande publique (prestation) dont les éléments préparatifs de recrutement ont été élaborés fin 2017.

Un cahier des charges est établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec RRN
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG
- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR
- Relayer les communications émanant du Réseau rural national pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations

Un appel d'offres a été lancé début 2018 mais s'est révélé infructueux et devra être relancé d'ici le mois de septembre.

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

Cette partie sera développée postérieurement à la mise en place du réseau rural à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Stratégie de communication mutualisée

Mise en œuvre

Pour présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Cette stratégie est pluri fonds et conduite à l'échelle du territoire de la Nouvelle-Aquitaine. Elle s'appuie sur les stratégies préexistantes des 3 ex-territoires régionaux et propose une approche par thématiques.

Une déclinaison par plans d'actions annuels permet également de maintenir des actions spécifiques à chaque programme européen territorialisé en fonction de l'avancée des programmes et notamment pour cibler des

porteurs de projets potentiels.

Une corrélation avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale est recherchée, de même qu'une mutualisation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais. Ainsi, une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les modalités de mise en œuvre de la stratégie.

Objectifs stratégiques

- Assurer la transparence et la notoriété des programmes européens en communiquant sur les programmes européens et leur état d'avancement,
- Faciliter la mise en œuvre de la programmation,
- Transmettre les valeurs européennes et régionales, et montrer l'impact des fonds européens pour le développement régional,
- Mieux faire connaître le rôle et l'implication de la Région et les nouveautés de la période de programmation 2014-2020,
- Démultiplier la communication en mobilisant le partenariat régional mais aussi national.

Les grands types de cibles

- Les bénéficiaires potentiels
- Les bénéficiaires
- Le grand public
- Les partenaires du programme
- Les élus
- Les relais
- Les médias

Le message

« La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre territoire » est le message générique présent généralement sur les supports grand public. Lorsque l'on évoque les ressources humaines, en fonction des thématiques et des cibles, ce message est décliné et devient : « La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre avenir ».

Principales actions mutualisées Nouvelle-Aquitaine – 2017

1. Les actions interfonds

- **La mise en ligne du nouveau site des fonds européens en Nouvelle-Aquitaine www.europe-en-nouvelle-aquitaine.ue et animation des comptes Facebook Europeennouvelleaquitaine et Twitter UEenNvelleAqui**

Symbole de cette stratégie harmonisée, le site se substitue aux sites web des 3 ex-Régions. Il s'adresse prioritairement au grand public, aux porteurs de projets et bénéficiaires.

Le site permet de :

- s'informer sur les programmes européens et les différentes possibilités de financements européens, l'actualité européenne....
- identifier, selon le projet, les contacts pertinents avant de déposer une demande de subvention européenne en ligne.
- consulter et répondre aux appels à projets mobilisables
- télécharger les documents et outils mis à disposition (la réglementation, les différents programmes, les outils d'information et de communication, la liste des bénéficiaires, les communiqués de presse....)
- accéder directement aux intranets, plateforme d'échanges et de travail

Le joli mois de l'Europe (JME)

La Région consacre un espace dédié sur le web, où sont recensés tous les événements européens organisés en mai. L'utilisation d'un même visuel (le papillon) et d'un même message (le Joli Mois de l'Europe) permet de donner une plus grande visibilité sur l'Europe.

Elle dote en supports de communication (affiches, dépliants, goodies) toutes les structures recensées adhérant au Joli Mois de l'Europe. Via une agence spécialisée, elle assure une également une couverture presse du JME durant tout le mois de Mai.

Chiffres clefs JME 2017 :

- 187 événements organisés par 90 structures pour près de 10 000 personnes touchées
- Impact sur les réseaux sociaux important
- 177 retombées Presse

- **Animations – Actions de communication (exemples)**

- **Séminaire** « Les fonds européens structurels et d'investissement mobilisables dans les programmes limousins 2014/2020 » le 3 octobre à Limoges et le 7 novembre à Vouillé. A destination des équipes en charge des politiques contractuelles et des partenaires, ce séminaire avait pour objectif de mieux faire connaître les fonds européens, de faciliter et d'accompagner l'émergence de projets.
- **Journal "l'Europe et vous" 2017** A destination du grand public, ce document permet de présenter

les fonds européens en Nouvelle-Aquitaine et les principales réalisations soutenues.

- **Book thématique** qui illustre par thématiques une palette de projets financés par l'Europe. Il a vocation à être largement diffusé. (cf. rubrique Dépliants d'information <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/mediatheque.html>).

- **Communiqués de presse après chaque consultation écrite**

<https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/accueil/espace-presse.html>

- **Un calendrier Europe 2017** largement diffusés auprès du grand public, des bénéficiaires et partenaires, **et une carte de vœux électronique** diffusée aux partenaires.

2. Les actions spécifiques au FEADER

- **Le forum de la coopération le 23 novembre à Brive.** Ce forum avait pour mission de réunir dans un même lieu tous les acteurs des territoires de la région. Organisé sous forme d'ateliers, de tables rondes et d'un village européen, il a favorisé les échanges et les rencontres autour de la thématique de la coopération.
- **La mise en ligne des appels à projets sur le site <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/appels-a-projets.html>.** Une fois l'appel à projet clôturé, celui-ci reste archivé sur le site.
- **L'accompagnement des bénéficiaires dans leurs obligations de publicité :** Une notice sur les obligations de publicité et des autocollants Europe ont été imprimés et largement diffusés. https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/sites/alpc_eu/files/2018-03/Notice_FEADER_NA_2018_0.pdf

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Oui
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	18-06-2018
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Non
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Non
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	-

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2017					1,40
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2017					133,00
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2017					0,00
		2014-2016					
		2014-2015					
	Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121) (Nombre d'opérations)	2014-2017					105,00
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2017	9,08	111,05	4,87	59,56	8,18
		2014-2016	0,73	8,93	0,73	8,93	
		2014-2015	3,35	40,97	0,48	5,87	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	56 246 933,98	81,74	21 879 457,30	31,80	68 809 594,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	118 590,57	2,96	0,00	0,00	4 000 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	56 128 343,41	87,68	21 879 457,30	34,18	64 012 794,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					146 856 466,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			21 879 457,30	35,06	62 396 859,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			713,00	59,57	1 197,00
M04.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	1 615 935,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	796 800,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2017	15,66	192,66	3,28	40,35	8,13
		2014-2016	1,89	23,25	1,89	23,25	
		2014-2015	8,50	104,57	0,92	11,32	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	18 934 531,61	40,82	9 328 986,41	20,11	46 379 828,00
M02	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	3 067 200,00
M02.1	O13 - Nombre de bénéficiaires conseillés	2014-2017			0,00	0,00	639,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	18 934 531,61	43,72	9 328 986,41	21,54	43 312 628,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2017					43 312 628,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			9 328 986,41	21,54	43 312 628,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			480,00	40,34	1 190,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2017	2,47	54,30	1,81	39,79	4,55
		2014-2016	1,80	39,57			
		2014-2015	1,80	39,57	1,80	39,57	
	% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)	2014-2017					9,00
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	314 173,06	1,78	192 904,68	1,10	17 606 683,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	198 051,95	3,23	192 904,68	3,15	6 131 913,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			265,00	46,01	576,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	116 121,11	1,09	0,00	0,00	10 678 427,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					42 713 708,00
M04.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	25,00
M04.2							
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	796 343,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	2014-2017			0,00	0,00	90,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2017			0,62	21,45	2,89
		2014-2016					
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2017			7,27	131,45	5,53
		2014-2016			0,61	11,03	
		2014-2015			0,61	11,03	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2017			6,89	131,14	5,25
		2014-2016			0,37	7,04	
		2014-2015			26,54	505,17	
	Nombre de contrats Natura 2000 forestiers (Nombre de contrats)	2014-2017					30,00
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	322 055 169,57	58,96	306 251 580,98	56,07	546 237 010,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	186 519,44	15,49	7 947,74	0,66	1 204 450,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					1 505 562,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			3,00	1,79	168,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	1 899 901,95	12,82	153 960,66	1,04	14 815 691,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	4,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	21 269 667,69	56,59	19 669 082,54	52,33	37 586 204,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			10 619,88	30,84	34 435,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	16 210 531,82	93,30	3 932 041,37	22,63	17 373 904,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			11 720,19	79,35	14 770,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			13 341,77	97,89	13 630,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	282 488 548,67	59,57	282 488 548,67	59,57	474 217 507,00
M13.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			347 502,92	227,93	152 460,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			697 184,44	213,10	327 168,00

Domaine prioritaire 5B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5B	T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	2014-2017	1 317 540,54	30,37	927 103,46	21,37	4 338 399,00
		2014-2016			887 524,53	20,46	
		2014-2015	37,00	0,00	834 074,59	19,23	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	461 139,19	23,62	185 892,15	9,52	1 952 279,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	461 139,19	23,62	185 892,15	9,52	1 952 279,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					4 338 399,00
M04.1 M04.2 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			21,00	12,73	165,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2017					16 400 000,00
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160 000,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	4 920 000,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2017					16 400 000,00
M06	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	16,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			0,00	0,00	13,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2017			1,86	42,50	4,38
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	17 163 936,44	55,39	3 765 771,37	12,15	30 988 900,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	4 311,30	3,79	0,00	0,00	113 870,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	954 097,59	19,81	196 310,27	4,08	4 816 724,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					7 410 344,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	2 093 663,00	37,71	747 500,00	13,46	5 552 306,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	400 000,00
M08.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			0,00	0,00	500,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	160 000,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	80 000,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	639 776,00
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	98,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			747 500,00	17,50	4 272 530,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	14 111 864,55	68,82	2 821 961,10	13,76	20 506 000,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			26 628,54	42,57	62 551,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2017					39,00
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	13 378 510,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 597 500,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2017					5 325 000,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			0,00	0,00	36,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	11 781 010,00
M07.1 M07.2 M07.3 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	109,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2017					24,00
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2017					87,44
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2017			71,96	99,98	71,98
		2014-2016			71,96	99,98	
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	1 471 396,29	2,18	15 701,85	0,02	67 507 060,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	98 999,98	0,40	0,00	0,00	24 713 810,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2017			0,00	0,00	652 500,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	65,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	22,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 000,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	1 372 396,31	3,31	15 701,85	0,04	41 521 250,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2017			536 987,00	99,98	537 120,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2017			11,00	100,00	11,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	37 500,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			15 701,85	0,05	34 608 750,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	625 000,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	6 250 000,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Résumé citoyen RAMO 2017	Résumé à l'intention des citoyens	29-06-2018		Ares(2018)3877979	1579583022	Résumé citoyen RAMO 2017	20-07-2018	nazouzfa
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP074	Annexe financière (systèmes)	17-07-2018		Ares(2018)3877979	3650840198	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP074_fr.pdf	20-07-2018	nazouzfa

